

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT

Session du 11 juin 2014

.....

Dispositions de nature statutaire

.....

Ministère des affaires étrangères et du développement international

Projet de décret relatif aux instances de dialogue social dans les services de l'Etat à l'étranger

Les accords de Bercy du 2 juin 2008 sur la rénovation du dialogue social dans la fonction publique prévoient la modernisation des règles relatives à la composition, aux attributions et au fonctionnement des instances de concertation dans la fonction publique dont les comités techniques.

Le présent projet de décret a pour objectif de donner une base juridique aux instances de dialogue social dans les services de l'Etat à l'étranger jusqu'alors régies par un accord-cadre signé le 4 juillet 2008 entre le Ministre des affaires étrangères et les organisations syndicales représentatives et de les adapter aux textes issus des accords de Bercy.

Les services de l'Etat à l'étranger ne pouvant être assimilés à des services déconcentrés, le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et établissements publics de l'Etat ne leur est pas applicable d'où la nécessité de prendre un décret spécifique ayant vocation à avoir une portée interministérielle.

Cette inter-ministériarité est, en effet, en cohérence avec :

- le décret n°79-433 du 1^{er} juin 1979 relatif aux pouvoirs des ambassadeurs et à l'organisation des services de l'Etat à l'étranger dont l'article 1 précise que l'Ambassadeur représente le Président de la République, le Gouvernement et chacun des ministres et l'article 3 qu'il coordonne et anime l'action des services civils et de la mission militaire ;
- le décret du 15 février 2011 précité relatif aux comités techniques selon lequel ces derniers ont vocation à évoquer les problématiques communes à l'ensemble de la communauté de travail ;
- le rôle interministériel des services communs de gestion au sein des ambassades souligné dans la circulaire du Premier ministre du 30 décembre 2010 en application du décret du 1^{er} juin 1979.

Ce projet de décret développe les dispositions spécifiques aux services de l'Etat à l'étranger et, pour le reste, renvoie aux dispositions du décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat (**article 3**).

L'article 1^{er} précise que le comité technique de proximité à l'étranger est institué auprès de chaque mission diplomatique ou représentation permanente auprès des organisations internationales. Ce comité regroupe l'ensemble des agents civils de droit public et de droit local exerçant leurs fonctions au sein de cette ambassade ou représentation permanente, ainsi que dans les établissements dotés de l'autonomie financière figurant sur la liste mentionnée à l'article 1^{er} du décret du 24 août 1976 (Instituts, centres culturels). Le dispositif envisagé concerne donc

l'ensemble des agents de droit public et de droit local, à l'exclusion des militaires, exerçant leurs fonctions dans les services placés sous l'autorité de l'Ambassadeur en vertu du décret n°79-433 de 1979.

Ce comité technique de proximité est créé par décision du chef de la mission diplomatique ou de la représentation permanente.

L'article 2, prévoit la possibilité pour le chef de la mission diplomatique de créer un tel comité auprès d'un consulat. Sont concernés l'ensemble des agents civils de droit public et de droit local y exerçant leurs fonctions ainsi que ceux exerçant leurs fonctions dans un établissement à autonomie financière défini à l'article 1^{er} et situé dans la circonscription de ce consulat.

L'article 4 précise les conditions que doivent remplir les agents de droit local pour être électeur à ce comité à savoir bénéficier d'un contrat à durée indéterminée, ou depuis au moins deux mois, d'un contrat d'une durée minimale de six mois ou d'un contrat reconduit successivement depuis au moins six mois, et par ailleurs être en fonctions ou en congé rémunéré ou parental.

L'article 5 prévoit, en cas d'élection au scrutin de liste, que chaque liste comprenne un nombre égal au moins à la moitié et au plus au nombre de sièges à pourvoir. Cette disposition permet de tenir compte des faibles effectifs d'agents dans certains postes et de la difficulté pour les organisations syndicales à constituer des listes.

L'article 6 adapte les attributions énumérées à l'article 34 du décret du 15 février 2011 au comité technique de proximité à l'étranger et prévoit ainsi que ce dernier, sans préjudice des compétences des autres CT dont les agents relèvent, est consulté sur les questions et projets de textes relatifs :

- à l'organisation et au fonctionnement des services ;
- aux conditions générales d'emploi des agents de droit local;
- aux conditions de vie locales ;
- aux évolutions technologiques et de méthodes de travail des services ;
- à la formation et au développement des compétences et des qualifications professionnelles ;
- à l'égalité professionnelle, la parité et la lutte contre les discriminations ;
- à l'hygiène, à la sécurité et aux conditions de travail lorsqu'aucun comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail n'est placé auprès de lui.

Les incidences sur la gestion des emplois des principales décisions à caractère budgétaire font l'objet d'une information du comité.

L'article 7 précise que le comité technique de proximité est présidé par l'autorité auprès de laquelle il est placé (chef de la mission diplomatique, de la représentation permanente ou d'un poste consulaire).

Le nouveau dispositif envisagé entrera en vigueur au lendemain de la publication du décret au Journal officiel.

Tel est l'objet du présent décret que nous avons l'honneur de soumettre à l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat, s'agissant d'un texte comportant des dispositions statutaires communes relevant de la compétence de plusieurs comités techniques. L'avis de la commission statutaire de l'instance supérieure est requis sur ce projet de texte préalablement à son examen en assemblée plénière.